

## CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES DU NIVEAU LOCAL AU NIVEAU EUROPÉEN : LE CAS DE MONTPELLIER

### Compte rendu de réunion du 23 novembre 2017

Le 23 novembre 2017, IPES-Food et la Chaire UNESCO Alimentations du monde ont mené une demi-journée de discussions dans la ville de Montpellier sur le thème « Construire des systèmes alimentaires durables, du niveau local au niveau européen ». Cet événement visait à i) renforcer l'élaboration de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) de la métropole de Montpellier et ii) contribuer au processus d'IPES-Food sur l'élaboration d'une vision commune de la politique alimentaire de l'UE. Pour atteindre ces objectifs, deux questions clefs ont été abordées : 1) comment gouverner la P2A avec l'ensemble des parties prenantes ? (qui a donné lieu à des ateliers participatifs) et 2) quelle forme de gouvernance est nécessaire pour contribuer à construire, de manière ascendante, une politique alimentaire commune ?

Cette rencontre a rassemblé une quarantaine de participants (pouvoirs publics, instituts de recherche, organisations de la société civile, entreprises du secteur agroalimentaire, etc.) et s'est organisée autour de séances plénières et d'ateliers participatifs. (*Présents : voir la liste en Annexe 1*)

### 1) Plénière : Introduction et retour d'expérience

**Damien Conaré** (Secrétaire général de la Chaire Unesco Alimentations du monde) a ouvert la discussion en présentant les objectifs du laboratoire local. Cette rencontre s'inscrit dans le processus d'IPES-Food de construction d'une politique alimentaire commune pour l'Europe. La réunion permettrait également de réfléchir collectivement aux principes de gouvernance de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) de Montpellier Méditerranée Métropole tout en cherchant à comprendre comment les systèmes alimentaires locaux peuvent inspirer et appuyer la mise en place d'une politique alimentaire européenne.

M. Conaré a souligné que les organisateurs du laboratoire local, la Chaire Unesco et IPES-Food, n'étaient pas mandatés par la métropole, et n'avaient pas pour vocation de porter un dispositif de gouvernance pour la P2A. Cependant, cet exercice d'intelligence collective permettra d'informer le débat public sur les différentes formes de gouvernance favorisant l'implication d'une large communauté d'acteurs dans la P2A.

**Olivier De Schutter** (co-président d'IPES-Food) a réitéré le contexte du processus « [Vers une politique alimentaire commune](#) » d'IPES-Food. Il existe au niveau européen des

politiques agricoles, commerciales, environnementales, d'investissement et de santé publique qui sont conduites séparément, et qui sont soumises à des compromis politiques qui peuvent parfois se contredire. Le processus d'IPES-Food œuvre pour l'élaboration d'une politique alimentaire cohérente et intersectorielle associant différents niveaux de gouvernance (UE, national, local). Ce processus est structuré autour d'une série de réunions multipartites appelées 'Laboratoires politiques' qui abordent et rassemblent différentes thématiques généralement traitées séparément (ex. commerce-développement-environnement) et regroupent chercheurs, mouvements sociaux et décideurs politiques.

M. De Schutter a ensuite souligné l'importance des initiatives locales dans l'élaboration d'une politique alimentaire commune. À ce jour, les normes et politiques européennes suivent une logique de standardisation et de libre circulation des produits qui nuisent à la reterritorialisation des systèmes alimentaires. L'UE peine à concevoir les bénéfices de l'expérimentation locale et voit avec méfiance ces processus de reterritorialisation, souvent associés à une forme de protectionnisme. Afin de mettre en lumière les savoirs, l'expérience et les bénéfices des initiatives locales, IPES-Food organise des 'Laboratoires locaux' dans plusieurs villes-régions. Ces laboratoires permettent d'appréhender les dynamiques qui favorisent le développement de politiques alimentaires durables au niveau local, et de mieux comprendre comment l'UE peut favoriser ces processus de reterritorialisation.

M. De Schutter a ajouté que: *'rien de valable et durable ne pourra se construire sans la participation active des acteurs locaux, hommes et femmes qui travaillent sur le terrain pour changer les habitudes de consommation'*. Partant de ce fondement, la Politique Agroécologique et Alimentaire de Montpellier Métropole ne sera effective et pertinente qu'en impliquant les acteurs locaux qui expérimentent et proposent déjà des solutions, à leur niveau. Une crise de légitimité frappe aujourd'hui le monde politique et nous devons réinventer la manière dont s'initie le dialogue entre cadre institutionnel et société civile.

Au plus près des besoins, idées, attentes et revendications des citoyens, les mécanismes de participation renforcent la légitimité de l'action publique et, par corollaire, son efficacité. Or, la démocratie électorale, inventée il y a deux siècles et consubstantiellement définie par le vote, encourage la passivité plutôt que la participation des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques. Pourtant, le secteur de l'alimentation pourrait devenir le laboratoire par excellence de la démocratie participative, comme en témoignent les conseils politiques alimentaires. Ces cadres de dialogue permettent de formuler collectivement des recommandations à remettre aux élus, ce qui favorise l'émergence de nouvelles idées, tout en renforçant la cohérence de l'action publique. Ainsi, *'le pouvoir politique peut être diffus sans que personne n'en soit privé'*.

**Mylène Fourcade** (Vice-Présidente déléguée à l'Agroécologie et à l'Alimentation de Montpellier Méditerranée Métropole) a souligné la volonté de la métropole '*de faire de l'agroécologie et de l'alimentation un de ses pôles d'avenir*'. Mme Fourcade a explicité les différentes actions et dynamiques qui ont contribué à l'élaboration de la P2A. Des ateliers collaboratifs regroupant un ensemble d'acteurs (chercheurs, représentants du monde associatif, élus locaux, etc.) ont tout d'abord été organisés pour construire une vision commune de la P2A. Lors de ces ateliers, les participants ont pu exprimer leur propre compréhension de l'agroécologie et de la 'bonne alimentation', tout en donnant des pistes de réflexion pour mener à la P2A (ex. garantir l'accès au foncier, protéger les espaces agricoles, consolider l'archipel d'initiatives favorisant l'approvisionnement local, réorganiser les marchés publics, construire un réseau partenaires avec les communes voisines, mener des politique interterritoriales avec d'autres départements etc.). En septembre dernier, le mois de la transition agroécologique a été organisé afin d'ouvrir cette discussion au plus grand nombre, de comprendre les besoins des citoyens, et de favoriser l'appropriation collective des différents enjeux. En parallèle, pour pallier au manque de visibilité des différentes initiatives sur le territoire, la métropole de Montpellier a mis en place une plateforme collaborative intitulée BOCAL (i.e. : « bon & local »). Cette plateforme répertorie de très nombreuses initiatives (points de ventes, jardins partagés, évènements etc.) et vise à mettre en lien producteurs et consommateurs, tout en accentuant la mobilisation citoyenne.

Mme Fourcade a conclu en soulignant que 70% des français souhaitent s'approvisionner localement, et qu'il est du ressort des élus de répondre à ces attentes.

**Jessica Halliday** (consultante et chercheuse) a présenté un retour d'expérience en exposant notamment trois catégories d'intervention urbaine de politique alimentaire :

- 1) Les *Food Policy Councils* (conseils politiques alimentaires): des initiatives descendantes ou ascendantes hébergées au sein, ou à l'extérieur, de l'administration locale.
- 2) Les missions formelles du secteur public: des lois ou des directives administratives coordonnées par l'administration locale.
- 3) Les interventions de la société civile: des projet qui s'inscrivent dans un mouvement social plus large.

(voir le chapitre trois de l'ouvrage « Construire des politiques alimentaire urbaines », accessible en ligne : <http://www.quae.com/fr/r5060-construire-des-politiques-alimentaires-urbaines.html>)

Mme Halliday a ensuite dépeint les modèles de gouvernance des politiques alimentaires de Bristol, Ede et Toronto :

- 1) Bristol (Royaume-Uni). Le conseil politique alimentaire de Bristol vise à i) promouvoir le Plan pour une alimentation saine, ii) assurer le suivi et la

coordination des programmes, iii) évaluer les progrès réalisés et iv) participer à des actions de plaidoyer. Le conseil politique alimentaire est une entité externe au gouvernement local qui est composée de 11 membres bénévoles (société civile, secteur privé, santé, éducation, etc.). Un des sièges est réservé à un élu qui représente le maire de la ville. Une convention a été signée pour pallier au manque d'intérêt que pourrait susciter la non-rémunération des membres.

- 2) Ede (Pays Bas). La ville de Ede vient de remporter le prix du Pacte de Milan pour son 'équipe alimentaire'. En 2012, après consultation de nombreux acteurs locaux (ONG, agriculteurs, hôpitaux, écoles, etc.), cette équipe a élaboré une stratégie alimentaire intégrée qui fut subséquemment adoptée par la municipalité. L'équipe alimentaire fait partie intégrante de l'administration locale et se compose d'un élu, d'agents municipaux, d'un chargé de communication et d'un assistant de direction qui se réunissent toutes les 6 semaines. Ce modèle de gouvernance est cependant moins transparent et moins participatif que les conseils politiques alimentaires.
- 3) Toronto (Canada). Deux entités complémentaires se partagent la gouvernance de la politique alimentaire de Toronto : le 'conseil politique alimentaire' et l'équipe 'stratégie alimentaire'. Le conseil politique alimentaire existe depuis 1991 et vise à i) conseiller et soutenir Toronto Santé-Publique dans l'élaboration de politiques, ii) plaider pour des programmes de sécurité alimentaire innovants et iii) favoriser le dialogue entre acteurs. Le conseil politique se compose d'une trentaine de membres (agents municipaux, société civile, etc.) nommés par le 'Board of Health' de Toronto. Les échanges sont ouverts au public ce qui maximise la transparence de la gouvernance. L'équipe stratégie alimentaire a pour but de faciliter la mise en œuvre des nouvelles politiques et sert d'incubateur d'idées pour favoriser la création d'emplois et l'accès à une alimentation saine.

Suite à une série de questions de la part des participants sur les méthodes de sélection, l'engagement de partenaires au long terme et aux résultats envisageables de conseils politiques alimentaires, Mme Halliday a souligné l'importance de définir des indicateurs de résultats pouvant évaluer la pertinence, l'efficacité et l'impact des différents modèles de gouvernance. Elle a également mis en exergue le besoin de trouver des méthodes de travail qui puissent permettre à tous les participants de s'engager malgré leurs contraintes d'emploi du temps. Un porte-parole représentant un groupe d'acteurs (ex : petits commerces) peut également être désigné pour assister aux réunions. Enfin, le rôle du leadership est essentiel pour fédérer l'équipe et arriver à un consensus (i.e. : '*natural born leader*').

Concernant la sélection et la légitimité des acteurs de ces conseils, Mme Halliday a répondu que la ville de Londres avait lancé un appel public pour renouveler l'équipe du Food Board. Les différents participants ont ensuite été sélectionnés par la conseillère.

Pour la ville de Toronto, le Board of Health est en charge de sélectionner les participants du conseil politique alimentaire.

Pour garantir la transparence de la gouvernance, **Luc Lignon** (directeur de la Politique Alimentaire de la ville de Montpellier) a souligné que dans le cas du dernier appel d'offre de la ville de Montpellier pour la restauration collective, tous les acteurs avaient été concertés, ce qui a maximisé la transparence du processus. La municipalité a rendu visite aux agriculteurs et a travaillé le modèle économique avec eux (i.e. restructuration des filières) pour leur permettre de répondre au volume de Montpellier tout en assurant une juste rémunération.

Concernant les processus décisionnels et les arbitrages, Mme Halliday a indiqué que pour le cas de Londres, Rosie Boycott, présidente du Food Board, est responsable de la prise de décision. Pour la ville de Bristol, le processus décisionnel est plus ouvert. Par exemple, afin d'élaborer la stratégie Good Food, un consultant fut chargé de synthétiser les résultats des discussions dans un document, qui fut ensuite retravaillé par les participants.

**M. Nicolas Bricas** (directeur de la Chaire Unesco) a ensuite soulevé trois enjeux majeurs : i) le dialogue entre acteurs (chercheurs, agriculteurs, etc.), ii) la coordination intersectorielle (i.e. : comment faire travailler ensemble des secteurs aussi variés que l'urbanisme, la distribution, etc. ? / comment mobiliser le secteur privé et comment l'associer dans les instances de gouvernance ?), et iii) le changement d'échelle (i.e. comment ces instances peuvent peser dans la prise de décision au niveau régional, national, etc. ?). Mme Halliday a souligné l'importance du discours et du lexique dans le dialogue multi-acteurs. Pour mobiliser le secteur privé, il est nécessaire d'adopter son langage (i.e. : chiffres, emplois, économie, etc.).

## 2) Travaux en ateliers participatifs : « Quels processus de gouvernance pour la P2A ? »

### 2.1) Atelier 1 : « Quelles réussites possibles en termes de gouvernance (information, coordination, communication) sur et pour le territoire ? »

(Animatrice : Sarah Parienté)

**Objectifs :** Identifier les progrès possibles à partir des besoins du territoire

**Modalités d'animation :** Réfléchir en petits groupes sur les besoins de différentes catégories d'acteurs et sur les possibles résultats de la P2A

Acteurs	Besoins	Résultats attendus
Usagers/ Consom- mateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>une meilleur représentation des associations de consommateurs et des populations 'marginalisées' (jeunes/personnes âgées/classes populaires, etc.)</li> <li>réduire la surcharge informationnelle qui rend le tri et le recul analytique difficile</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>créer des dispositifs qui permettent aux consommateurs d'avoir accès à des sources d'information fiables</li> </ul>
Acteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>mettre en lien producteurs et consommateurs</li> <li>dialogue plus ouvert entre une pluralité d'acteurs (scientifiques /acteurs économiques, etc.)</li> <li>encourager le secteur privé à participer à la P2A en lui présentant les possibles bénéfices (image, économie locale, etc.)</li> <li>favoriser les espaces de rencontre intersectoriels (urbanistes/acteurs économiques) pour intégrer la chaîne de valeur dans la ville. ex. parking peut se transformer en zone de vente, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>les acteurs économiques s'intègrent dans la P2A et valorisent leurs expériences</li> <li>contrats avec la restauration collective</li> </ul>
Institutions (enseignants+ éducateurs etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>identifier les interlocuteurs des groupes marginalisés</li> <li>identifier les marges de manœuvre laissées aux collectivités par les politiques nationales et européennes</li> <li>créer des postes d'insertion sociale</li> <li>communiquer sur les alternatives (enjeux/résultats, etc.)</li> </ul>	
Chercheurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>ancrer les projets de recherche dans une réalité sociale / adapter les projets de recherche aux besoins du territoire</li> <li>reconnaître l'expertise des usagers (acteurs de la recherche plutôt que</li> </ul>	

	<p>substrat). ex. boutique des sciences</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>développer la recherche participative/ collaborative. ex : partenariats européens d'innovation</li> <li>développer la recherche sur l'agroécologie (association de cultures, fertilisation organique des sols, circuits courts, etc.)</li> </ul>	
ONG/ Société civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>être entendu et reconnu pour les actions et initiatives mises en œuvre</li> <li>réappropriation politique</li> <li>la P2A doit s'appuyer sur une définition holistique et systémique de l'agroécologie (et non sur une version succincte et édulcorée – ex. changement de pratiques agricoles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>reconnaître les partenaires à leur juste valeur dans les campagnes de communication</li> <li>chartre qui définit un cadre d'engagement (socle commun)</li> <li>retour de la participation politique citoyenne</li> <li>utilisation d'une définition holistique de l'agroécologie par les élus</li> </ul>

## 2.2) Atelier 2 : « Comment fonctionner ensemble ? »

(Animateur – Damien Conaré)

**Objectifs** : Définir les modalités du fonctionnement de la politique alimentaire territoriale (P2A) et préciser la place des acteurs dans ce système.

**Modalités d'animation** : 3 controverses ouvertes à la discussion

- *Représentation des acteurs* : Comment développer une démarche englobante de tous les acteurs, initiatives et potentiels du territoire tout en restant à taille humaine pour faciliter l'aboutissement des projets ?
- *Aspirations et objectifs des acteurs* : Comment donner un sens commun (mais pas consensuel) à un projet qui permet à chacun une contribution individuelle au collectif tout en trouvant un intérêt personnel ou institutionnel à sa participation ?
- *Problème de la temporalité* : le temps politique et l'ambition durable pour le territoire viennent percuter la logique à court terme et pragmatique des projets et leurs contraintes (acteurs, temps et financement) ?

Les opportunités, les forces :

- La dimension 'multi-acteurs' de la P2A permet de mettre en lumière la diversité des points de vue, parcours et expériences présents sur le territoire, et d'enrichir ainsi le débat. Présence de nombreux acteurs sur le territoire. Nombreuses conventions contactées avec la Métropole. Existence de collectifs déjà constitués qui ont travaillé sur la question. Initiatives locales de co-construction (ex. La Cagette)

- S'appuyer sur des documents de planification, type SCOT
- S'appuyer sur le Conseil de développement, commission agriculture et alimentation
- Les porteurs de projets, leaders et pionniers (aussi appelés 'tracteurs'), qui montrent l'exemple à suivre, devraient être identifiés et inclus dans le processus.
- Montpellier est signataire du Pacte de Milan (= en réseau avec d'autres territoires)

#### Les points d'alerte/ les risques :

- Le manque de représentation des secteurs minoritaires (jeunes/migrants/familles à bas revenus, etc.) et le manque de participation des professionnels de l'agroalimentaire.
- Risque d'instrumentalisation des acteurs pionniers par les acteurs dominants et/ou la sphère politique pour servir des intérêts électoraux (perte de dynamique innovante).
- Risque d'épuisement et d'essoufflement des acteurs si le conseil politique repose uniquement sur du bénévolat. La rémunération des membres (matérielle ou symbolique) pourrait stimuler leur participation et apporter une forme de reconnaissance sociale pour le travail effectué.
- Risque de se sentir peu concerné par une démarche englobante et risque de dilution dans un plus petit dénominateur commun.
- Risque lié à la prise de décision (asymétrie des acteurs/taille critique du conseil/acteurs dominants).
- Des « valeurs » communes non explicitées.
- Risque que la P2A repose uniquement sur des personnalités charismatiques ; et qu'elle vienne à s'essouffler sans leur contribution.
- Risques de conflits d'intérêt des membres

#### Les bonnes idées pour y répondre :

- Reconnaître et valoriser le travail des acteurs de terrain (rétribution/communication etc.).
- Définir collectivement une chartre sur les règles de fonctionnement afin d'améliorer la transparence décisionnelle.
- Se réunir autour d'un repas informel tous les 2 mois pour discuter de la gouvernance.
- Créer un 'défi annuel' par famille d'acteurs du système alimentaire local pour favoriser la mobilisation citoyenne et générer une émulation positive.
- Mettre en place des comités pluralistes qui fonctionnent par consensus.
- S'inspirer des territoires pionniers.
- Construire collectivement une perception prospective du système alimentaire local. Construire collectivement une identité alimentaire locale (*NB : question déjà traitée au sein du conseil de développement ; rapport à paraître*).

- Mettre en place des indicateurs de résultats pour mesurer les progrès réalisés. Ces résultats pourraient être communiqués au plus grand nombre pendant la campagne électorale.
- Construire un modèle de gouvernance en collaboration avec les acteurs, plutôt que d'inviter ces derniers à participer une fois que les principes de gouvernance sont établis.
- Organiser une réunion de concertation citoyenne annuelle sur la P2A
- Formation des acteurs à la concertation, aux méthodologies collaboratives, etc.
- Responsabilisation et moyens politiques ou financiers

### 2.3) Atelier 3 : Quels livrables ?

(Animatrice : Chantal Clément)

**Objectif :** Développer une vision prospective des progrès, succès et avancées réalisés sur le territoire dans 1 an.

**Modalité d'animation :** Dans un premier temps, imaginer en sous-groupes 2 scénarios : 1) un scénario « normal », qui décrit de façon raisonnable les projets pouvant être réalisés dans l'année ; et 2) un scénario « défi » qui décrit de manière utopique les projets pouvant être conduits dans l'année. Dans un second temps, identifier en groupe le niveau d'ambition et mesurer collectivement le chemin à parcourir.

#### Restitution : les livrables envisageables

1) *Création d'un conseil politique alimentaire (CPA)* avec un statut et des principes de gouvernance clairs.

- A définir : qui serait l'interlocuteur principal ? Le conseil serait-il intra- ou extra-municipal ? La MSH pourrait-elle occuper le rôle de médiateur du CPA ?

2) *Élaborer des indicateurs de durabilité* pour orienter le développement de nouvelles initiatives soutenues par la métropole, et pour faciliter le suivi et l'évaluation des initiatives existantes.

3) *Création d'un lieu de rencontre.* La « Maison de l'Alimentation » de Poitiers a été citée comme exemple prometteur. Ce lieu est devenu un espace de gouvernance, de rencontre et de convivialité pour toute personne intéressée par l'agriculture et l'alimentation de sa ville/région.

- Suggestion pour Montpellier : Museum Agropolis

4) *Développement et publication d'une 'Charte Alimentaire'.* Ce document viserait à décrire les valeurs de Montpellier sur les thèmes de l'agriculture et de l'alimentation.

- Cette charte pourrait se baser sur le manifeste alimentaire qui est en train d'être développé par des organisations de la société civile.
- Des organisations/entreprises/etc. pourraient éventuellement y adhérer.
- Cette charte pourrait être reliée aux indicateurs de durabilité.

5) *Créer un dispositif de mise en relation entre société civile et chercheurs.* Ce dispositif comprendrait un portail informatique et un lieu de rencontre 'science et société' pouvant favoriser le partage et la co-construction des connaissances et des savoirs.

- Projet déjà en cours à travers MSH

6) *Développer une démarche pédagogique dans les écoles (ex. manger sainement, cuisiner, jardiner etc.)*

7) *Améliorer les services de restauration pour les salariés.*

- Apporter un soutien administratif aux food-trucks qui proposent des produits sains, biologiques, locaux, etc.
- Créer des entrepôts pour garer les camions (lieux fermés, sous surveillance, accès à l'eau et l'électricité, frigos réfrigérés, plonges etc.)
- Mettre en place un Prix annuel octroyé par les salariés au meilleur food-truck

Autres considérations :

- Prendre en compte le concept de 'bassin de vie' (vision de l'agriculture et de l'alimentation qui va au-delà des frontières de la métropole)
- Comment impliquer les acteurs économiques ? Comment favoriser l'appropriation et l'adhésion du secteur privé à la P2A ?
- Quel est le rôle des régions pour atteindre ces objectifs ? de l'UE ?

## **2.4) Atelier 4 : Inventaire des possibles**

(Animateur : Benoit Zenou)

**Objectif :** Recenser les initiatives déjà existantes ainsi que d'autres idées de projets pour valoriser ces expériences, identifier les synergies possibles et créer une vision ensemble.

**Résultat de l'atelier :** voir tableau en annexe III

### 3) Retour en plénière : conclusions et perspectives

Suite à une restitution des ateliers, **Olivier De Schutter** a conclu la réunion en soulignant l'importance d'identifier les mécanismes qui verrouillent la transition des systèmes alimentaires. Un régime sociotechnique a favorisé la standardisation de la chaîne de valeur, la production de masse et les prix bas pour garantir l'accès à l'alimentation aux familles à bas revenus. Ces choix sociotechniques ont permis à un très petit nombre d'acteurs de s'imposer, et d'arrimer leur position dominante en captant le pouvoir politique (chantage à l'emploi, lobby, etc.). Cette situation – qui permet aux acteurs économiques dominants d'influencer les orientations politiques des États pour déployer leurs propres agendas - porte le nom 'd'économie rentière'. Néanmoins, notre régime sociotechnique est en capacité de se transformer sous la pression des innovations de niche (i.e. : nouvelles normes socioculturelles, politiques et technologiques, etc. – voir graphique 'Typology of sociotechnical transition pathways', Geels & Schot, 2007).

M. De Schutter a ensuite expliqué que la démocratie alimentaire pouvait encourager le développement de ces innovations de niche. En participant à des processus de délibération et en faisant entendre leur voix, les consommateurs deviennent critiques et acteurs de changement (voir le concept de 'Démocratie du Faire' de Jean Michel Fourniau).

M. De Schutter a conclu par souligner que ces innovations et initiatives ne pouvaient réussir sans le soutien des collectivités publiques. Bien qu'un budget participatif soit primordial pour amorcer ces dynamiques, les subventions publiques ne permettront pas de garantir la viabilité de ces initiatives sur le long terme. Il est donc essentiel d'intégrer ces innovations dans le tissu économique local en associant le secteur privé aux innovations citoyennes et ce, selon les principes de l'économie sociale et solidaire. C'est ici qu'apparaît la notion de 'métropole partenaire' qui intervient pour appuyer les initiatives du territoire en créant des opportunités pour les entrepreneurs locaux et en stimulant les partenariats public-privé. La mise en place de politiques publiques décentralisées, qui facilitent l'émergence de solutions à l'échelle du territoire, permet ainsi de s'extraire de l'économie rentière.

## **ANNEXE I**

### **LISTE DES PARTICIPANTS**

**IPES-Food** : Olivier de Schutter, Chantal Clément, Céline Perodeaud

**Chaire UNESCO Alimentations du monde** : Damien Conaré, Nicolas Bricas, Hélène Carrau, Roxane Fages

#### **Montpellier Méditerranée Métropole**

Mylène Fourcade

Sarah Pariente

Nabil Hasnaoui-Amri

Benoît Zenou

#### **Ville de Montpellier**

Luc Lignon

#### **Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup**

Thierry Alignan

#### **Recherche**

Sophie Thoyer, SupAgro

Pauline Lécole, SupAgro

Laura Michel, Université de Montpellier

#### **Pouvoirs publics**

Christiane Chartier, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Alexandre Chavey, Chambre agriculture 34

#### **Associations**

Elie Daviron, La Cagette

Olivier Hebrard+ Elodie Le Gal, Terre & Humanisme

Vincent Nourigat + Yohann Michaud, Marchés paysans de l'Hérault

Antoine Malivel, Semeurs de jardins

Ahcène Oultaf, Lauret des bois

#### **Secteur privé**

Olivier Lauro, Mercadis

Constance de Alexandris, Ecoceaty

#### **Autres acteurs**

Guilhem Soutou, Fondation Daniel & Nina Carasso

Francis Charhon, ex-DG de la Fondation de France

Aurelie Catallo, Réseau Action Climat - Pour une autre PAC

Raphaëlle Anginot, Maison des sciences de l'Homme-Sud

Jessica Halliday, consultante

## ANNEXE II

### PROGRAMME

#### 8h30

Accueil café / rafraîchissements

#### 9h00

Introduction du processus « Vers une politique alimentaire européenne » par **Olivier De Schutter** (co-président IPES-Food)

#### 9h15

Présentation du processus d'inclusion de la société civile à la P2A par **Mylène Fourcade** (Montpellier Méditerranée Métropole)

#### 9h30

Retour d'expérience sur les Food Policy Councils : comment les villes gouvernent-elles leur politique alimentaire avec les différentes parties prenantes ? par **Jess Halliday** (consultante)

#### 09h45-11h30

Travaux en ateliers participatifs :  
« Quels processus de gouvernance pour la P2A ? »

#### 11h30-11h45

Pause-café

#### 11h45-12h45

Retour en plénière : principales conclusions des ateliers et perspectives

#### 13h00-14h00

Buffet

## ANNEXE III

Structures porteuses	Contact	Partenaires	Nom du projet	Pourquoi il s'inscrit dans la démarche ?	Périmètre d'actions (ville, métropole, dept)	Thématiques mobilisées
Structure à créer	??	3M/Asso	3M Bio Distribution	Création d'une plateforme alimentaire	Territoire alimentaire	Agriculture, alimentation
Recherche	??	3M/Partenaires/asso	Suivis/évaluation P2A	Mettre en place des indicateurs de suivi de la mise en place de la P2A	Territoire alimentaire	Agriculture, alimentation
3M	???	Assos/Safer/CA	3M Foncier Agricole	Libération et protection du foncier agricole	Territoire alimentaire de la métropole	Agriculture, alimentation
Recherche	??	Privés/asso/3M	Faire profiter à tous des résultats de la P2A (populations précaires)	Accès à tous	Territoire alimentaire	Alimentation, santé, nutrition
ANDES (épiceries sociales)	Guilhem Soutou	DGCS / collectivités (leader ?) / CCAS / Chambre agri / MSA	Uniterre	Approvisionnement local équitable agro-écologique et qualité (frais de saison, etc.) pour les épiceries sociales + resto co + GMS	canton essaimable département	agroécologie paysanne / consommateur précarité
VRAC	Guilhem Soutou	CCAS, Assoc social	VRAC	Groupement d'achat communs de produits de qualité (labels etc.) dans les quartiers défavorisés et achats en Vrac	ville / quartiers défavorisés	accessibilité économique de l'alimentation
Fondation pour la Nature et l'Homme	Guilhem Soutou	syndicat Resto Co + AGORES + UNCPPIE	Mon resto rsponsible	Démarche de certification participative (démocratique) de la resto co en transition	ville / dépt / région	resto co
SanBioCal	Oultaf	Lauret des Bois	SanBioCal	Label rassemblant des critères de saisonnalité, de bio et de local	Objectif national	Agriculture paysanne, alimentation, consommateurs
Surfood-Urbal	<a href="mailto:nicolas.bricas@cirad.fr">nicolas.bricas@cirad.fr</a>	Cirad, Inra, +12 partenaires internationaux	Surfood-Urbal	Conception et expérimentation d'une méthode participative d'identification des chemins d'impact sur la durabilité du système alimentaire d'innovations urbaines	Utilisable par les collectivités territoriales et par les acteurs du système alimentaire	Indicateurs de durabilité des systèmes alimentaires

PROSPAL	<a href="mailto:nicolas.bricas@cirad.fr">nicolas.bricas@cirad.fr</a>	Chaire Unesco + Chaire Anca ?	PROSPAL	Conception d'un support illustré de prospective alimentaire constituant un support de réflexion prospective citoyenne : 3 scénarios de futurs alimentaires illustrés, supports de discussions citoyennes pour participer aux exercices de prospective.	Utilisable pour des exercices de prospective alimentaire territoriale	
Chaire Unesco / Montpellier SupAgro	Roxane Fages, roxane.fages@supagro.fr		Cantine exemplaire	Le projet vise à promouvoir une alimentation durable ; peut être l'occasion de créer du lien avec de nombreux acteurs du territoire (métropole, recherche, société de service de restauration, producteurs, associations...)	Ville	Alimentation durable, gestion et valorisation des déchets, sciences participatives
Cirad	Jeanne Pahun		thèse sur les politiques alimentaires et leur intégration/conférentation aux politiques agricoles	enjeu de concurrence/complémentarité avec les politiques agricoles du conseil régional ou à un échelon supérieur (national et européenne)	périmètre politique de la métropole et des régions (voire au-delà)	politique alimentaire et politique agricole
chambre d'agri	<a href="mailto:chavey@herault.chambagri.fr">chavey@herault.chambagri.fr</a>	3M, communes, frcivam, sud et bio, MIN	structuration des filières pour approvisionnement de la RHD	parce que c'est bon et local	Métropole	agriculture, RHD
chambre d'agri	<a href="mailto:chavey@herault.chambagri.fr">chavey@herault.chambagri.fr</a>	safer, terres de lien, PAI, communes, associations	remobiliser les terrains publics et les friches pour l'installation	ça augmente l'offre pour offrir à la demande, ça crée de l'emploi, ça protège des feux de forêt et les paysages	Métropole	foncier et installation
Montpellier Supagro	S. Thoyer / P. Lecole	Cariplo/agropolis fondation/université de Milan	Caption	analyse du rôle des petites fermes sur le péri-urbain	France Italie	recherche
?	?			proposition de réfléchir sur la coordination des petites exploitations pour avoir accès aux appels d'offre publics	département	Etablir une structure nouvelle et benchmarking
?	?			travail sur la précarité alimentaire (food poverty) pour avoir une approche stratégique		en lien avec politique sociale
Inra/Montpellier Supagro	S. Thoyer	universitaires européenne	REECAP	on pourrait inscrire dans ce programme une évaluation de l'impact alimentaire de la PAC		Recherche économie techniques d'évaluation
M3M?	Halliday?	?		Proposer une règle sur la localisation des fast foods (éloignés des lycées)	Métropole	politique d'aménagement

Chambre de commerce?	Halliday	?	?	Nudge pour des restos afin d'améliorer le profil nutritionnel des repas proposés	M3M	santé, analyse comportementale
La Cagette	Elie Daviron	MIN, grossistes, producteurs autres distributeurs que la Cagette	SIC	Mettre en relation tous les acteurs de la chaîne alimentaire dans une approche coopérative et transparente.	Métropole + bassins de production	Alimentation, logistique et production, juste prix, juste répartition de la valeur
	Elie Daviron	ISTHIA	Consommer vs. participer	Dans les alternatives alimentaires quel moteurs de la participation, de la consommation et de l'engagement ?		Alimentation, militantisme, prosumers
La Cagette	Elie Daviron	Département, Métropole ?		Proposer des dispositifs de solidarité pour palier à la perte de vitesse des épiceries solidaires.	Métropole	Alimentation pour tous, justice alimentaire
? ADEME et autres	Christiane CHARTIER	ADEME	?	pour aider les acteurs territoriaux : travailler avec la sphère scientifique aux interconnexions des politiques PLAN CLMAT ECONOMIE CIRCULAIRE ALIMENTATION DURABLE	Région	AGRICULTURE ALIMENTATION ENERGIE CLIMAT DECHETS RESSOURCES
ADEME DRAAF	Christiane CHARTIER	ADEME DRAAF	VALORISATION	FICHES ET VIDEO pour valoriser le projet PAA	Métropole	COMMUNICATION
ADEME REGION	Christiane CHARTIER			inclure dans le PLAN REGIONAL PREVENTION ET GESTION DES DECHETS UN VOLET ALIMENTATION DURABLE	REGION	Économie circulaire